

Nouvel épisode du cadre de dialogue avec les acteurs politiques et sociaux

écrit par GuineePolitique© | 27 juin 2022



Politique

Lors d'un point de presse qu'il a animé le lundi 20 juin dernier, le premier ministre Mohamed Béavogui annonçait une rencontre avec tous les acteurs politiques et sociaux pour, selon lui, « définir ensemble des modalités d'un véritable dialogue sans tabou, franc et inclusif. »

Lire [Le premier ministre annonce une rencontre avec les acteurs politiques et sociaux](#)

Ce lundi 27 juin 2022, plusieurs coalitions politiques ont participé à la cérémonie d'ouverture du cadre de dialogue autour du premier ministre. Dans sa déclaration, Mohamed Béavogui a rappeler l'objectif de cet exercice qui « **est de mener ensemble une transition apaisée vers un retour à l'ordre constitutionnel** ». Il poursuit : « **Je puis encore vous rassurer de ma détermination, celle de mon gouvernement et du CNRD à travailler avec vous afin de mener ce dialogue de façon constructive et efficace** ».

L'alliance nationale pour l'alternance et la démocratie (ANAD), la coalition politique dirigée par Cellou Dalein

Diallo était représentée par le vice-président de l'UFDG Fodé Oussou Fofana et quelques cadres de la coalition. Dans sa déclaration, Fodé Oussou Fofana a rappelé que sa coalition s'est engagée dès le lendemain des événements du 05 septembre 2021 dans la voie d'une transition apaisée et constructive. Toutefois, il souligne que « **plusieurs actes de nature à compromettre la bonne collaboration que nous souhaitons, ont été posés par les dirigeants** ».

Pour une bonne conduite de ces travaux, l'ANAD propose : – que cette rencontre-ci serve de cadre préparatoire pour un dialogue franc et sincère. – Que le cadre de dialogue concerné fasse l'objet d'un décret présidentiel ou d'un arrêté de Monsieur le Premier Ministre. – Que ledit cadre de dialogue soit composé par les Coalitions politiques les plus représentatives, les organisations de la Société Civile les plus crédibles et les plus représentatives. – Que ledit cadre de dialogue accueille le G5 (Union Européenne, France, USA, les Nations Unies et la CEDA0). – Que ledit cadre soit présidé par le Médiateur de la CEDA0. En cas d'absence de ce dernier, qu'il soit remplacé par un membre du G5. Et au titre des mandats, l'ANAD propose :

- Que ledit cadre de dialogue fixe la durée de la Transition,
- Que les bases du choix relatif au type de régime, dans la future constitution, soit définies par ledit cadre,
- Que le cadre définisse les modalités de choix du type d'Organisme de Gestion des Élections (OGE) ainsi que du fichier électoral,
- Que le cadre élabore et approuve le chronogramme de la Transition, notamment le cycle électoral de la Transition.

Garanké

Le premier ministre annonce une rencontre avec les acteurs politiques et sociaux

écrit par GuineePolitique© | 27 juin 2022



Politique

Lors d'un point de presse animé par le premier ministre ce lundi 20 juin 2022, Mohamed Béavogui a annoncé une rencontre avec tous les acteurs politiques et sociaux, dans les prochains jours, pour « définir ensemble des modalités d'un véritable dialogue sans tabou, franc et inclusif. »

Sous une pression constante, à l'intérieur (acteurs politiques et sociaux) comme à l'extérieur (CEDEAO), la junte qui a pris le pouvoir le 05 septembre 2021 semble réaliser qu'une transition politique nécessite l'implication des acteurs politiques et sociaux dont la légitimité n'est plus à démontrer dans le contexte politique guinéen.

Cette annonce du premier ministre qui pourrait être perçue

comme une main tendue aux acteurs politiques et sociaux est avant tout une ''prise de conscience'' des autorités de la transition d'une situation d'impasse politique qui aura sans doute des conséquences diverses. En attendant la matérialisation de l'annonce, la pression s'accroît sur la junte guinéenne.

Extraits de la déclaration du premier ministre

« Immersion gouvernementale à l'intérieur du pays » : le constat

« Le constat est douloureux, il faut le reconnaître. Nous avons une compréhension de ce que nous croyions être la Guinée, mais la réalité est encore plus violente. Nous avons visité des régions de la Guinée où il y avait, dans une grande partie, l'absence de l'État, un déficit de gouvernance, un manque alarmant de services publics de base, de moyens et de ressources humaines. »

Appel au dialogue

« La conclusion principale qui s'impose est que l'état de notre pays demande l'effort de tous. Il est temps que les Guinéens se mettent ensemble pour travailler. Nous n'avons pas le temps de nous diviser et de multiplier les querelles. Les Guinéens souffrent. Nous avons les moyens de réduire cette souffrance, cela se fera par le dialogue et dans la paix. Aujourd'hui plus qu'hier, une union sacrée s'impose entre les Guinéens.

Au nom du Président de la Transition et du CNRD, j'invite à un sursaut national. J'appelle toutes les forces vives de la nation autour de la table du dialogue.

Je vous assure de la détermination du CNRD et de mon gouvernement à travailler main dans la main avec tous les acteurs concernés pour rendre ce dialogue le plus inclusif et le plus constructif possibles. »

« Nos divergences doivent servir de point de départ pour des discussions constructives afin de mettre en œuvre les actions concrètes et nécessaires qui permettront le retour à l'ordre constitutionnel.

Une invitation sera adressée par le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation à tous les acteurs politiques et sociaux pour une rencontre que je présiderai, dans les prochains jours, pour définir ensemble des modalités d'un véritable dialogue sans tabou, franc et inclusif. »

Lire aussi [Le FNDC annonce une manifestation pour exiger la satisfaction de ses revendications](#)

CEDEAO ...

« Nous mettrons à contribution la CEDEAO, l'UA et les Nations unies. Nous nous appuierons également sur l'expérience du G5 en matière de suivi du dialogue.

Je compte déployer toute mon énergie pour qu'ensemble nous exploitions toutes les possibilités de convergence, d'union, et de stabilité offertes par le dialogue. »

Lire aussi [La CEDEAO « exprime sa vive préoccupation face à la détérioration de la situation sociopolitique »](#)

« Une Guinée nouvelle, ce

n'est pas seulement une Guinée avec des élections » Mohamed Béavogui

écrit par GuineePolitique© | 27 juin 2022



Politique

Republication (LeMonde)

Le premier ministre guinéen, Mohamed Béavogui, un civil nommé par la junte au pouvoir, défend le « contre-coup d'Etat » qui a renversé Alpha Condé.

Technocrate spécialiste du développement, Mohamed Béavogui a été désigné le 6 octobre 2021 à la tête du gouvernement par le colonel Mamadi Doumbouya, le chef de la junte qui a renversé le président Alpha Condé, le 5 septembre.

Le coup d'Etat militaire au Burkina Faso intervient après ceux en Guinée et au Mali. Quelle leçon tirer de cette multiplication de coups de force antidémocratiques en Afrique de l'Ouest ?

Le grand drame de l'Afrique, c'est que les processus sociaux

politiques ne débouchent pas assez sur des débats politiques qui répondent aux aspirations des populations. Ces dysfonctionnements amènent les coups d'Etat. Ici, en Guinée, il y a eu tout d'abord un « coup d'Etat civil », accepté par tout le monde, y compris par la communauté internationale. Mais ce n'est pas ce à quoi aspiraient les Guinéens.

Qu'entendez-vous par « coup d'Etat civil » ?

Quand vous avez une Constitution qui interdit un troisième mandat *[au président Alpha Condé, élu une première fois en 2010]* mais qu'il passe outre ; quand la nouvelle Constitution qu'il fait approuver par le peuple n'est pas la même que celle présentée à la nation après le référendum, au vu et au su de tout le monde, j'appelle ça un coup d'Etat civil.

Vous dites que vous êtes contre les coups d'Etat militaires. Pourquoi avoir accepté cette fonction de premier ministre qui légitime le coup de force du colonel Mamadi Doumbouya contre Alpha Condé ?

Parce que je ne considère pas que c'était un coup d'Etat, mais plutôt un « contre-coup d'Etat ». Je le trouve entièrement légitime dès lors que la voix et les droits du peuple étaient confisqués. La démocratie n'existait plus, la justice était bâillonnée, les deniers publics étaient pillés, l'injustice sociale et la division étaient là... Nous allions vers l'explosion. Il fallait un contre-coup d'Etat pour sortir de cette situation.

Des militaires autoproclament leur

légitimité et s'arrogent le pouvoir au nom du peuple. Qu'est-ce qui empêche, demain, que d'autres militaires fassent la même chose ?

Notre objectif est de créer un modèle de société doté d'institutions démocratiques basées sur l'équité, la justice, la transparence, avec des mécanismes irréversibles.

Est-ce aux militaires de le faire ?

Les gens ont manifesté contre le troisième mandat. Nous avons eu plus de 100 morts et des centaines de blessés. Où était la démocratie ?

Ceux qui ont agi le 5 septembre, le CNRD [*Comité national du rassemblement pour le développement*], ont ensuite mené de larges consultations qui ont conduit à la rédaction d'une Charte de la transition, acceptée par la très grande majorité des Guinéens.

Comment pouvez-vous l'affirmer ?

C'est vrai qu'il n'y a pas eu d'élections, seulement des consultations, mais très larges, ouvertes à tous les partis politiques, à la société civile, aux femmes, aux jeunes. Leurs recommandations ont débouché sur la rédaction de cette Charte qui définit un cadre pour permettre aux Guinéens de décider de ce que sera la future Constitution, leur Assemblée nationale... Bref, comment retourner à une démocratie normale.

Considérez-vous que les quelque 80 membres de ce Conseil national de la transition (CNT) chargé d'organiser le

retour à l'ordre constitutionnel, désignés par la junte, sont représentatifs de l'ensemble de la Guinée ?

Les représentants de chaque groupe [*partis politiques, organisations de la société civile, groupes religieux...*] ont été choisis sur les listes fournies par ces mêmes groupes.

Vous avez présenté une feuille de route qui est davantage un programme de gouvernement que l'organisation de la transition démocratique. N'outrepassez-vous pas votre rôle ?

Nous en sommes à la énième « transition » en Guinée. A chaque fois, l'objectif était d'organiser des élections en ne s'occupant que du volet politique. Résultat, nous avons créé une commission électorale qui n'a jamais été transparente et des élections frauduleuses.

Cette feuille de route repose sur trois piliers. Le plus important est politique, mais ce n'est pas suffisant sans un bon système judiciaire, sans une bonne administration, sans une bonne gestion des ressources publiques et sans un minimum d'infrastructures pour nous permettre d'aller vers de bonnes élections.

Ce que nous proposons, ce n'est pas le ciel ! Par exemple, nous voulons un Conseil supérieur de la magistrature qui puisse conduire les réformes dans nos institutions judiciaires. Ce que nous demandons, c'est une administration qui pense à autre chose qu'à s'enrichir. En Guinée, les hommes les plus riches sont les fonctionnaires de l'Etat. Il nous faut des finances publiques correctement gérées. Qu'enfin ce

pays profite de ses ressources.

Autrement dit, une Guinée nouvelle, ce n'est pas seulement une Guinée avec des élections.

Cela peut prendre des années pour mener à bien ces réformes...

Je suis d'accord, mais il faut commencer, poser les bases.

De combien de temps estimez-vous avoir besoin pour poser ces bases ?

Le CNT le définira et on s'ajustera.

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) vous a accordé six mois avant d'organiser les élections. Vous ne tiendrez pas ce délai, ne craignez-vous pas d'être soumis à des sanctions, comme le Mali ?

Non, la Cedeao est une institution très raisonnable et nous maintenons le dialogue. Tout ce que nous faisons est transparent, sur la table. La transition se fera aussi avec nos partenaires extérieurs, dont la Cedeao.

Pourtant, vous avez décidé de ne pas appliquer les sanctions de la Cedeao, dont vous êtes membres, contre le Mali...

Le Mali et la Guinée ne forment qu'un seul peuple. Notre frontière est... théorique. Elle ne peut pas être fermée, elle n'existe pas.

Les sanctions sont-elles donc inefficaces ?

A situation spéciale, réponse spéciale...

Dans quel état avez-vous trouvé les finances publiques à votre arrivée au pouvoir ?

C'est très compliqué. Les caisses de l'Etat sont vides. Pire, nous avons fini 2021 avec un stock d'arriérés de paiement, des factures non payées, de 4 700 milliards de francs guinéens, environ 470 millions d'euros, près d'un quart du budget national. Cela signifie que les ressources destinées au fonctionnement de l'Etat et du pays en général sont parties ailleurs. Pourtant, selon le Fonds monétaire international, la production de bauxite de la Guinée se chiffrait à près de 4 milliards de dollars en 2020. Les ressources fiscales qui devaient aller vers le Trésor passaient par des tuyaux percés de tous les côtés. Il faut les boucher ou les remplacer.

Par **Christophe Châtelot**

Cet article est republié à partir de [lemonde.fr](https://www.lemonde.fr). Lire l'original [ICI](#)

Gouvernement Mohamed Béavogui

écrit par GuineePolitique© | 27 juin 2022



Le 5 septembre 2021, Colonel Mamadi Doumbouya prenait le pouvoir. Depuis cette date, la Guinée vit aux couleurs du CNRD. Un mois après être arrivé au pouvoir à la suite d'un putsch, le nouveau président de transition, le colonel Mamady Doumbouya, a nommé, mercredi 6 octobre, Mohamed Béavogui, au poste de premier ministre. Le 5 novembre, deux mois après, la liste complète du gouvernement de transition est dévoilée.

1. **Fatoumata Yarie Yansané** Gardes des sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme ;
2. **Aboubacar Sidiki Camara** Ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense nationale ;
3. **Mory Condé** Ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation ;
4. **Bachir Diallo** Ministre de la Sécurité et de la Protection civile ;
5. **Morrisanda Kouyaté** Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'étranger ;
6. **Lancine Condé** Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ;
7. **Moussa Cissé** Ministre du Budget ;
8. **Julien Yombouno** Ministre du Travail et de la Fonction publique ;
9. **Louopou Lamah** Ministre de l'Environnement et du Développement durable ;
10. **Mamoudou Nagnalen Barry** Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage ;
11. **Ibrahima Abé Sylla** Ministre de l'Energie de

- l'Hydraulique et des Hydrocarbures ;
12. **Moussa Magassouba** Ministre des Mines et de la Géologie ;
 13. **Yaya Sow** Ministre des Infrastructures et des Transports ;
 14. **Aminata Kaba** Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique ;
 15. **Ousmane Gaoual Diallo** Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire ;
 16. **Charlotte Daffé** Ministre de la Pêche et de l'Economie maritime ;
 17. **Bernard Gomou** Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes entreprises ;
 18. **Diaka Sidibé** Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation ;
 19. **Guillaume Hawing** Ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation ;
 20. **Alpha Bacar Barry** Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;
 21. **Mamadou Péthé Diallo** Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique ;
 22. **Rose Pola Pricemou** Ministre de la Communication et de l'Information ;
 23. **Lansana Béa Diallo** Ministre de la Jeunesse et des Sports ;
 24. **Aïcha Nanette Conté** Ministre de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables ;
 25. **Alpha Soumah** Ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat ;
 26. **Abdourahmane Sikhé Camara** Secrétaire général du gouvernement ;
 27. **Elhadj Karamo Diawara** Secrétaire général aux Affaires religieuses.



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

GOVERNEMENT DE TRANSITION



Colonel Mamadi DOUMBOUYA

Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Chef suprême des Armées



Mohamed BÉAVOGUI
Premier Ministre



Fatoumata Yarie SOUMAH
Général des services,
Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme



Aboubacar Sidiki CAMARA
Ministre délégué
à la Présidence Chargé
des Relations Internationales



Mory CONDÉ
Ministre de l'Administration
du Territoire et
de la Décentralisation



Bachir DIALLO
Ministre de la Sécurité
et de la Protection civile



Mory Sandan KOUYATÉ
Ministre des Affaires étrangères,
de la Coopération internationale,
de l'Immigration africaine et
des Guichets de l'étranger



Lanciné CONDÉ
Ministre de l'Economie,
des Finances et du Plan



Moussa Cissé
Ministre de l'Énergie



Julien YOMBOUNO
Ministre du Travail et
de la Fonction publique



Loupou LAMAH
Ministre de l'Éducation
et de Développement durable



Mamadou Nagnalen BARRY
Ministre de l'Agriculture
et des Pêcheries



Ibrahima Abé SYLLA
Ministre de l'Industrie et
des Technologies



Moussa MAGASSOUBA
Ministre des Mines
et des Géologie



Yaya SOW
Ministre des Infrastructures
et des Transports



Aminata KABA
Ministre des Femmes,
des Médianités, de la Culture
et du Tourisme national



Ousmane Gaoual DIALLO
Ministre de l'Éducation
et de l'Enseignement de la Santé



Charlotte DAFÉ
Ministre de la Pêche et
de l'Économie maritime



Bernard GOMOU
Ministre de l'Environnement,
de l'Énergie et des Forêts
et des Ressources naturelles



Diaka SIDIBÉ
Ministre de l'Équipement
logistique, des Travaux publics,
de l'Énergie et de l'Électronique



Guillaume HAWING
Ministre de l'Intégration
économique et de
l'Industrie locale



Alpha Bacar BARRY
Ministre de l'Intégration
économique et de la Justice
Pénitentiaire



Mamadou Pathé DIALLO
Ministre de la Santé et
de l'Hygiène publique



Rosa Fola PRICÉMOU
Ministre de la Communication
et de l'Information



Lansana Béa DIALLO
Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme



Aïcha Nanette CONTE
Ministre de la Protection
Civile, de l'Énergie
et des Ressources naturelles



Alpha SOUMAH
Ministre de la Culture,
de la Santé et de l'Éducation



Abdourahmane Sika CAMARA
Ministre général
du Gouvernement



Karamo DIAWARA
Ministre général
des Affaires étrangères

Centre de Communication du Gouvernement

Gouvernement de Guinée

Gouvernement Guinée DRX361

@GouneGN

Gouvernement Guinée TV

www.gouvernement.guinee.gn

Réseaux sociaux

La CEDEAO se félicite «des importantes décisions qui ont été prises par les autorités de la transition»

écrit par GuineePolitique© | 27 juin 2022



Politique

En séjour à Conakry, une délégation de la CEDEAO a rencontré les autorités de la transition pour « *faire un peu le point et voir surtout dans quelle mesure la Cédéao peut accompagner de manière pratique, de manière concrète, le processus en cours* » selon Jean-Claude Kassi Brou, le président la Commission de la Cédéao

Voici l'intégralité du [Communiqué](#) de la mission de la Commission de la CEDEAO en République de Guinée

25 ministères et 2 secrétariats généraux, la structure du gouvernement de transition dévoilée

écrit par GuineePolitique© | 27 juin 2022



Politique

Dans un décret lu sur les ondes à la télévision nationale ce vendredi 08 octobre 2021, le gouvernement de transition est structuré comme suit :

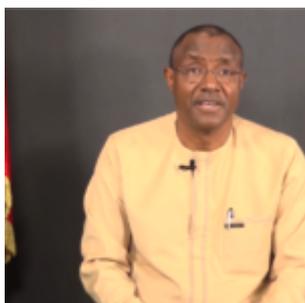
25 ministères et 2 secrétariats généraux

1. Gardes des sceaux, ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
2. Ministère délégué à la Présidence chargé de la Défense nationale ;
3. Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation ;
4. Ministère de la Sécurité et de la Protection civile ;
5. Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'étranger ;
6. Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan ;

7. Ministère du Budget ;
 8. Ministère du Travail et de la Fonction publique ;
 9. Ministère de l'Environnement et du Développement durable ;
 10. Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ;
 11. Ministère de l'Énergie de l'Hydraulique et des Hydrocarbures ;
 12. Ministère des Mines et de la Géologie ;
 13. Ministère des Infrastructures et des Transports ;
 14. Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique ;
 15. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire ;
 16. Ministère de la Pêche et de l'Économie maritime ;
 17. Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes entreprises ;
 18. Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation ;
 19. Ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation ;
 20. Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;
 21. Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique ;
 22. Ministère de la Communication et de l'Information ;
 23. Ministère de la Jeunesse et des Sports ;
 24. Ministère de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables ;
 25. Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat ;
 26. Secrétariat général du gouvernement ;
 27. Secrétariat général aux Affaires religieuses.
-
-

«Une Guinée où tous les Guinéens se retrouvent» Mohamed Béavogui

écrit par GuineePolitique© | 27 juin 2022



Politique

Brève allocution du nouveau premier de transition en Guinée, **Mohamed Béavogui** "Une Guinée où tous les Guinéens se retrouvent "

Vidéo [CNRD Facebook](#)

**Mohamed Béavogui nommé
premier ministre de
transition**

écrit par GuineePolitique© | 27 juin 2022



Politique

Le colonel Mamady Doumbouya a nommé un vétéran du développement pour former un gouvernement de transition, un mois après le putsch contre le président Alpha Condé.

Un mois après être arrivé au pouvoir à la suite d'un putsch, le nouveau président de transition en République de Guinée, le colonel Mamady Doumbouya, a nommé, mercredi 6 octobre, Mohamed Béavogui, un vétéran du développement sans expérience gouvernementale, au poste de premier ministre. Le colonel Doumbouya, commandant des forces spéciales qui ont renversé Alpha Condé le 5 septembre, tient ainsi sa promesse de nommer un premier ministre civil, une personnalité éloignée de la politique intérieure et peu suspecte de participation aux querelles intestines des dernières années.

Mohamed Béavogui, âgé de 68 ans, qui a été « *ancien sous-secrétaire général des Nations unies, est nommé premier ministre de la transition, chef du gouvernement* », selon le décret lu mercredi soir à la télévision publique. Depuis le putsch, celui qui a prêté serment comme président de transition vendredi a promis de rassembler les Guinéens, au-delà des appartenances politiques ou ethniques.

M. Béavogui est le fils d'un diplomate originaire de Macenta, en Guinée forestière (région du sud du pays) et le neveu par sa mère de Diallo Telli, premier secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), mort en 1977 au camp Boiro, prison symbole du régime répressif du « *père de*

l'indépendance » guinéenne, Sékou Touré. Diplômé d'ingénierie en Russie, expert du financement du développement agricole et de la gestion des risques, il a occupé plusieurs postes à responsabilités, dans le secteur privé ou dans des institutions internationales, y compris dans le système onusien.

« Refondation de l'Etat »

La junte a dit qu'elle rendrait le pouvoir aux civils après des élections à la fin d'une période de transition. Durant cette période transitoire, elle dit vouloir procéder à une « *refondation de l'Etat* », rédiger une nouvelle Constitution, lutter contre la corruption, réformer le système électoral et organiser des élections. Mais elle n'a toujours pas fixé la durée de cette transition ni précisé le contenu politique de ses plans.

Le nouveau chef du gouvernement devra proposer des ministres au colonel Doumbouya et, « *dans un délai n'excédant pas trente jours* » après la nomination des ministres, lui soumettre « *le plan d'actions* » du gouvernement, dispose la « *charte* », sorte d'acte fondamental de la transition publié le 27 septembre. Le gouvernement et son chef répondent entièrement au colonel Doumbouya, lequel approuve les noms proposés comme ministres et peut les révoquer, tout comme le chef du gouvernement. Le gouvernement « *exécute et conduit la politique de la Nation définie par le président de la transition* », dit la charte. Par ailleurs, aucun membre des institutions de transition ne pourra se présenter « *ni aux élections nationales ni aux élections locales qui seront organisées pour marquer la fin de la transition* ».

La Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), inquiète de l'instabilité et d'un effet de contagion des coups d'Etat, a réclamé des élections présidentielle et législatives sous six mois. Elle a décidé de geler les avoirs financiers

des membres de la junte et de leur famille et de les interdire de voyage. Mais les experts conviennent que le colonel Doumbouya semble résolu à prendre le temps de mener à bien ses projets.

Source: *Le Monde avec AFP*
